



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)



Editée par le Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO)

Université Alassane OUATTARA

e.ISSN 2709-5053

i.ISSN 3106-4914

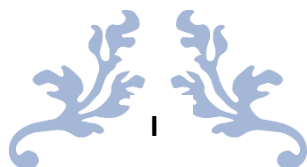
Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°020 Mars 2026

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

e.ISSN 2709-5053

i.ISSN 3106-4914



Indexations internationales



<https://reseau-mirabel.info/revue/19498/Haris>

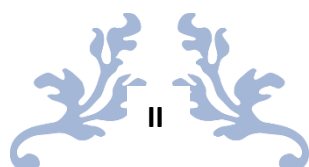


TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23388>

auréHAL
accès aux données
de référence de HAL

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/224412>



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :

Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Emérite du CAMES,
Université Félix Houphouët-
Boigny)

Directeur de Publication :

CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :

KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître de Conférences
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Coordonnateur de

Publication : SILUE Nahoua
Karim (Maitre-assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Maître-assistante en Histoire
économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO

Zana (Maitre-Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Péleforo Gon Coulibaly, Côte
d'Ivoire),

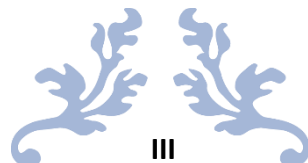
KPALE Boris Claver (Maitre-
Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Webmaster : Kouakou
Kouadio Sanguen (Assistant
Département de
Mathématique et
Informatique, Université
Alassane OUATTARA)

Éditeur : Laboratoire
d'Histoire des Relations
Internationales, des Études
Stratégiques et Politiques
(LAHRIESPO), Université
Alassane OUATTARA)

Website : <http://www.revue-haris.org>

Courriels : cerriua01@gmail.com / asriesa2012@gmail.com



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

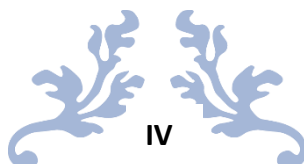
-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-BATCHANA Essohanam, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-AKROBOU Agba Ezéquier, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-CAMARA Moritié, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

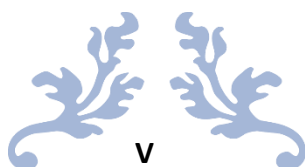
-GUESSAN Benoit, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-N'Guessan Mohamed, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-Ernest YAOBI, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

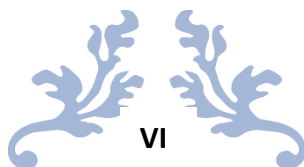
-GOLE Antoine, Professeur Titulaire d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-BAMBA Abdoulaye, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue <http://www.revue-haris.org>). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

DERLEM DEOUNANG

L'obligation des Etats au respect des traités internationaux : Acte de volonté ou versus contractuel9-27

Mlan Kouakou Pierre ANZIAN

La militarisation de l'espace : Vers une nouvelle frontière stratégique des Relations Internationales.....28-43

Parfait Kouadio AMANI

La politique étrangère américaine face à la Cour Pénale Internationale à l'aube de la Guerre d'Irak (2001 – 2003).....44-59

Kouadio Casimir ABO

Les Relations Internationales à travers les perspectives interculturelles, postcoloniales et géopolitiques dans les œuvres d'Ikona Maria Hilliges et de Regina Yaou.....60-71

Arnaud Noël VOULA EMVOUTOU

Epistémologie de la théorie du complot dans la géopolitique de la santé en Afrique subsaharienne : Leçon sur les pandémies à virus émergents.....72-87

DACOSTA Florent

Résilience cubaine dans le contexte du blocus de 1962 A 2025.....88-102

Soumaïla MARE

Le FESPACO dans la fabrique touristique au Burkina Faso : Analyse de la « Touristification » d'un événement culturel103-112

Kossia Blandine KRA & Yao Serge YOBOUE

Le Fort Hollandais de Mori et de la violation du monopole portugais sur la côte de l'Or (1610-1612).....113-123

Amon Guy Serge ATCHIE

Aménagement et mise en valeur du littoral ouest-africain pendant le commerce portugais au XV^e-XVI^e siècles.....124-137

Kouadio Adolphe N'GORAN

Réseaux d'affaires des immigrés libanais et construction de l'intégration économique en Afrique Occidentale (1972-2014)138-150

Dabla TOURÉ

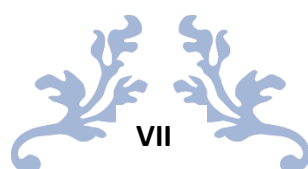
'*Culture de la rencontre* ' : Implications paradigmatiques et pédagogiques pour l'éducation à la paix en Afrique.....151-162

N'founoum Parfait Sidoine KOUAME

La gestion multilatérale des migrants de retour en Côte d'Ivoire (2012-2025).....163-179

Moussa KONATÉ

La problématique de la famine dans la Corne de l'Afrique :1973-2011.....180-195



GUEU Paul

Les instituteurs français précurseurs du syndicalisme enseignant en Côte d'Ivoire (1920-1945).....196-211

Djimet Seli & Abdarazak Brahim Rias

Perception locale de l'Aide au Développement : Cas du projet Pamelot à Mani (Tchad).....212-227

Valy BAMBA

Impacts de la médecine chinoise dans les régions Centre-Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire de 2002 A 2011..... 228-242

SOPOUDE Makélé Laeticia Gertrude & KOUAKOU Konan Jérôme

Crise de confiance population-Police à Bouaké : Diagnostic d'un phénomène freinant l'exercice légal de l'action policière243-255

Sabougnouman KONÉ

AGRIPAC dans la commercialisation des produits vivriers en Côte d'Ivoire : Entre régulation des prix et déficit d'approvisionnement (1972-1980)..... 256-276

SORO Nonhontan & FOFANA Abel-Romeo

La contribution du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 1) à la couverture des besoins alimentaires en Côte d'Ivoire (2012-2017)277-290

YAO Kouamé Jidichael

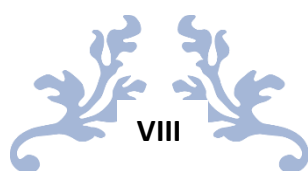
Les politiques agricoles nigériennes face au défi alimentaire du changement climatique de 1960 A 2023.....291-302

Ibra FAYE & El Hadji Balla DIEYE & François Ngor SENE & Henri Marcel SECK & Djiby YADE

Dynamique des systèmes productifs agricoles dans les Niayes du Sénégal : Entre contraintes environnementales, innovations adaptatives et continuités socio-territoriales..... 303-324

Dossongou Drissa SORO & Mamadi Noumtchè OUATTARA

Historiser les Alliances à Plaisanterie des Sénoufo : Réseaux interethniques à partir du Pays Senoufo (Côte d'Ivoire), XVIII^e-XX^e siècles) 325-340





LES POLITIQUES AGRICOLES NIGERIENNES FACE AU DEFI ALIMENTAIRE DÛ AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DE 1960 A 2023

YAO Kouamé Jidichael

Université Alassane Ouattara Bouaké-Côte d'Ivoire.

kouamejudichaelyao@gmail.com

Résumé

Le Niger, est un État affecté par le changement climatique. Les politiques agricoles du pays ont connu une évolution afin de faire face au défi alimentaire aggravé par le changement climatique. Après l'indépendance, l'État nigérien poursuit une logique héritée de la période coloniale, privilégiant les cultures d'exportation (arachide, coton) au détriment des cultures vivrières comme le mil et le sorgho. Cette orientation fragilise la sécurité alimentaire, notamment lors de la grande sécheresse de 1973-1974 qui provoque une grave famine et entraîne la chute du président Hamani Diori. Le régime militaire de Seyni Kountché réoriente alors la politique agricole vers l'autosuffisance alimentaire. Ainsi, le concept de la sécurité alimentaire est préféré à la politique d'autosuffisance alimentaire qui désigne selon la Banque mondiale, « l'accès par tous, à tout moment, à une alimentation suffisante pour mener une vie saine et active ». L'objectif de cette étude est de montrer l'évolution des politiques agricoles nigérienne face au changement climatique. Dans quelle mesure les politiques agricoles mises en œuvre au Niger depuis l'indépendance ont-elles permis de relever le défi alimentaire dans un contexte de changement climatique croissant ? À travers une exploitation critique des sources écrites et audio-visuelles ainsi que des publications scientifiques qui abordent la question des politiques agricoles du pays. Trois axes se dégagent pour atteindre cet objectif. Le premier axe porte sur le développement sectoriel par l'intervention directe de l'Etat et la promotion des cultures d'exportation : 1960-1973. Le second axe analyse la perte de l'autorité politique nigérienne dans la gestion agricole à travers l'ajustement structurel de 1984 à 1991. Le troisième axe de réflexion est consacré au retour de l'État dans la gestion de la vie agricole avec l'initiative 3N « les Nigériens Nourissent les Nigériens » de 2011 à 2023.

Mots-clés : politiques agricoles, sécurité alimentaire, changement climatique, Niger.

NIGERIEN AGRICULTURAL POLICIES FACING THE FOOD CHALLENGE DUE TO CLIMATE CHANGE FROM 1960 TO 2023

Abstract

Niger is a country affected by climate change. The country's agricultural policies have evolved in order to address the food challenge aggravated by climate change. After independence, the Nigerien state continued a policy inherited from the colonial period, favoring export crops (groundnuts and cotton) to the detriment of food crops such as millet and sorghum. This orientation weakened food security, particularly during the great drought of 1973-1974, which caused a severe famine and led to the fall of President Hamani Diori. The military regime of Seyni Kountché subsequently redirected agricultural policy toward food self-sufficiency. Thus, the concept of food security was later preferred to the policy of food self-sufficiency. According to the World Bank, food security refers to "access by all people, at all times, to sufficient food to lead a healthy and active life. The objective of this study is to show the evolution of Nigerien agricultural policies in the face of climate change. To what extent have the agricultural policies implemented in Niger since independence helped to address the food challenge in a context of increasing climate change ? This study is based on a critical analysis of written and audiovisual sources, as well as scientific publications addressing the country's agricultural policies. Three main axes emerge in order to achieve this objective. The first axis focuses on sectoral development through direct state intervention and the promotion of export crops (1960-1973). The second axis analyzes the loss of Nigerien political authority in agricultural management through the structural adjustment policies implemented between 1984 and 1991. The third axis examines the return of the state in the management of agricultural life through the 3N Initiative, "Nigeriens Nourishing Nigeriens," from 2011 to 2023.

Keywords : agricultural policies, food security, climate change, Niger.

INTRODUCTION

Pays enclavé, à plus de 80 % désertique, le Niger dispose d'un potentiel agricole essentiellement tributaire des pluies. Les cultures vivrières principalement le mil et le sorgho représentent la base de l'alimentation nationale, tandis que l'agriculture de rente (arachide, coton, niébé) a longtemps été pensée comme un levier d'intégration à l'économie mondiale. Or, cette double vocation nourrir la population et générer des ressources d'exportation a placé les politiques agricoles au centre d'arbitrages permanents entre impératifs économiques, stabilité politique et résilience écologique.

Les grandes sécheresses des années 1970 ont révélé avec brutalité la fragilité du modèle hérité de la période coloniale, fondé sur la promotion des cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières. La famine de 1973-1974, qui a profondément marqué les mémoires collectives et provoqué une rupture politique majeure, a mis en évidence le lien étroit entre sécurité alimentaire et stabilité du pouvoir.

Dès lors, l'agriculture n'a plus été seulement un secteur économique : elle est devenue un enjeu stratégique de souveraineté nationale et de légitimité politique.

Cependant, les réponses successives apportées par l'État ont oscillé entre interventionnisme et désengagement. La quête d'autosuffisance alimentaire dans les années 1970 et 1980 s'est traduite par une forte présence de l'État dans l'organisation des filières, la régulation des marchés et l'aménagement hydroagricole.

À l'inverse, les Programmes d'Ajustement Structurel imposés dans les années 1980-1990 ont redéfini les priorités, réduisant le rôle régulateur de l'État et confiant au marché la responsabilité de l'approvisionnement

alimentaire. Cette mutation a profondément transformé les mécanismes de gouvernance agricole et reconfiguré les rapports entre producteurs, commerçants et pouvoirs publics.

Au début du XXI^e siècle, face aux limites de la libéralisation et à la persistance des crises alimentaires, une nouvelle approche stratégique a émergé, articulant réduction de la pauvreté, développement rural et gestion durable des ressources naturelles. Cette dynamique a culminé avec l'Initiative 3N (« Les Nigériens Nourrissent les Nigériens »), qui ambitionnait de renforcer les capacités nationales de production et de résilience face aux crises alimentaires dans un contexte de changement climatique accéléré.

Ainsi, l'évolution des politiques agricoles au Niger de 1960 à 2023 ne peut être comprise sans une analyse croisée des dynamiques climatiques, démographiques, économiques et institutionnelles. Il s'agit de montrer comment l'État nigérien a tenté, à travers différentes orientations stratégiques, de concilier croissance économique, sécurité alimentaire et souveraineté nationale, tout en faisant face aux contraintes imposées par les bailleurs de fonds, les marchés internationaux et les mutations environnementales.

Cette étude s'inscrit donc dans une perspective historique et analytique visant à répondre à la question suivante : dans quelle mesure les politiques agricoles mises en œuvre au Niger depuis l'indépendance ont-elles permis de relever le défi alimentaire dans un contexte de changement climatique croissant ?

Pour répondre à cette problématique, nous avons consulté diverses sources écrites et des publications scientifiques disponibles dans les centres de documentations ainsi que les sources audio-visuelles.

L'analyse critique des informations issues de ces sources, combinée à leur classification thématique, a permis de structurer cette réflexion autour trois axes principaux.

Le premier axe porte sur le développement sectoriel par l'intervention directe de l'Etat et la promotion des cultures d'exportation : 1960-1973. Le deuxième axe analyse la perte de l'autorité politique nigérienne dans la gestion agricole à travers l'ajustement structurel de 1984 à 1991. Le troisième axe de réflexion est consacré au retour de l'État dans la gestion de la vie agricole avec l'initiative 3 N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » de 2011 à 2023.

1-DEVELOPPEMENT SECTORIEL PAR L'INTERVENTION DIRECTE DE L'ETAT ET LA PROMOTION DES CULTURES D'EXPORTATION : 1960-1973

Au Niger, les politiques agricoles publiques suivent plusieurs grandes périodes. La toute première est celle qui début de 1960-1974. Elle est qualifiée d'héritage colonial et d'approche sectorielle de développement.

1-1- La promotion des cultures de rente

Dans les États africains nouvellement indépendants, une inquiétude croissante et une volonté affirmée ont conduit à l'élaboration de politiques visant à garantir l'alimentation du plus grand nombre (B. Moussa, 2006, p.10). En revanche, le Niger semble poursuivre les politiques coloniales axées sur l'économie de traite. Les autorités mettent l'accent sur la promotion des cultures de rente telles que l'arachide et le coton (Y. H. Daouda, 2015, p.4).

Ainsi, l'agriculture céréalière est donc réduite à sa simple dimension de subsistance à cet effet. Dans cette optique, ce secteur ne bénéficie pratiquement pas d'investissements

pour sa modernisation (B. Moussa, 2006, p.18). De ce fait, jusqu'à la veille de la sécheresse de l'année 1973, cette politique agricole était axée sur l'accroissement de la production des cultures de rente notamment l'arachide et le coton (B. Moussa, 2006, p.20).

Cette politique adoptée par le Niger à travers la promotion de ces cultures s'inscrit dans la droite ligne de la continuité des politiques agricoles coloniales (B. Moussa, 2006, p.22).

L'abandon des cultures vivrières de consommation de première nécessité au profit d'une promotion « forcée » des exportations agricoles vers les pays européens s'est fait selon une combinaison singulière de libre-échange et de préférence coloniale. En effet, ce fait constitue une contrainte au développement des cultures vivrières comme le mil et le sorgho qui représentent l'alimentation de base.

Les revenus des exportations d'arachide avaient pour but de permettre aux paysans nigériens de s'offrir des prestigieux produits importés (Y. H. Daouda, 2015, p.9). Cela par le canal de la Société de commerce et de production du Niger (COPRO-NIGER), un organisme étatique.

Cependant, avec la chute des prix des produits agricoles et les échecs de l'Office des Produits Vivriers du Niger (OPVN), créé en 1971 à cet effet pour les tentatives d'atténuation de la chute des prix agricoles rendent les populations vulnérables (Y. H. Daouda, 2015, p.10). Les conséquences de ces faits sur les conditions de vie des populations sont alarmantes.

Par ailleurs, cette politique agricole avec son mode de fonctionnement a malheureusement amplifié son impact sur la question de la sécurité alimentaire. C'est dans ce contexte que la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), souligne que la

vision des programmes de développement était très souvent éloignée des réalités locales. Cette stratégie ne leur permettait pas d'atteindre les changements structurels recherchés. Tout ceci est amplifié par les effets de la sécheresse.

1-2- La politique de la recherche de l'autosuffisance alimentaire 1974 - 1984 sous l'influence des effets du changement climatique

La sécurité alimentaire est un domaine privilégié du politique dans les sociétés sahéniennes. Au Niger, le pouvoir politique est étroitement dépendant de sa capacité à gérer les crises alimentaires. Ainsi, le premier président du Niger indépendant, Hamani Diori¹, a ainsi été renversé par un coup d'État militaire suite à la famine de 1973 et 1974 (J.H. Jézéquel, 2005, p.27).

Par ailleurs, une nouvelle vision du développement agricole est apparue après le coup d'État militaire du 15 avril 1974. Le 17 avril, Seyni Kountché, nouvel homme d'État du Niger se nomme chef de l'État et prend la tête du conseil militaire suprême comprenant un cabinet de douze officiers de l'armée. Il suspend la constitution, dissout l'Assemblée nationale, bannit tous les groupes politiques et impose un couvre-feu.

Dans ce dynamisme des faits, la priorité du nouveau gouvernement est la famine qui frappe sévèrement le Sahel. Dans une annonce radiophonique diffusée le 15 avril, Kountché accuse Diori d'avoir mal géré les six années de famine qui ont mené le pays dans une situation désastreuse.

En effet, les politiques publiques d'intensification des cultures de rente

ne résistèrent pas aux sécheresses du début des années 1970 dans le Sahel.

La sécheresse et son corollaire de famine, ont amené le nouveau pouvoir politique à consacrer le gros de ses efforts à la recherche de l'autosuffisance alimentaire² sous le slogan : « aucun Nigérien ne mourra de faim ». En prenant conscience des conséquences de la calamiteuse sécheresse de 1973 et de l'effondrement de la production d'arachide, le nouveau régime militaire définit de nouvelles stratégies de développement (Y. H. Daouda, 2015, p.7).

À cet effet, le développement des cultures irriguées grâce aux aménagements hydroagricoles par la création de l'Office National des Aménagements Hydro-Agricoles (ONAHA), et la reconstitution du cheptel sont mise en œuvre.

Cette nouvelle phase de stratégie politique agricole a été soutenue par le boom de l'uranium qui s'est substitué à l'arachide et au coton comme nouveau produit d'exportation (Y. H. Daouda, 2015, p.12). En effet, la politique adoptée a consisté à mettre en œuvre de grands projets de développement et à généraliser les coopératives.

Dans cette logique, la priorité est accordée à de vastes cultures des céréales sur toute l'étendue du territoire. La plus grande partie des surfaces cultivées concerne les cultures pluviales. Ces productions concernent le mil et le sorgho qui constituent l'alimentation des populations nigériennes.

¹ Hamani Diori, premier président du Niger en poste depuis l'indépendance en 1960 jusqu'au 15 avril 1974.

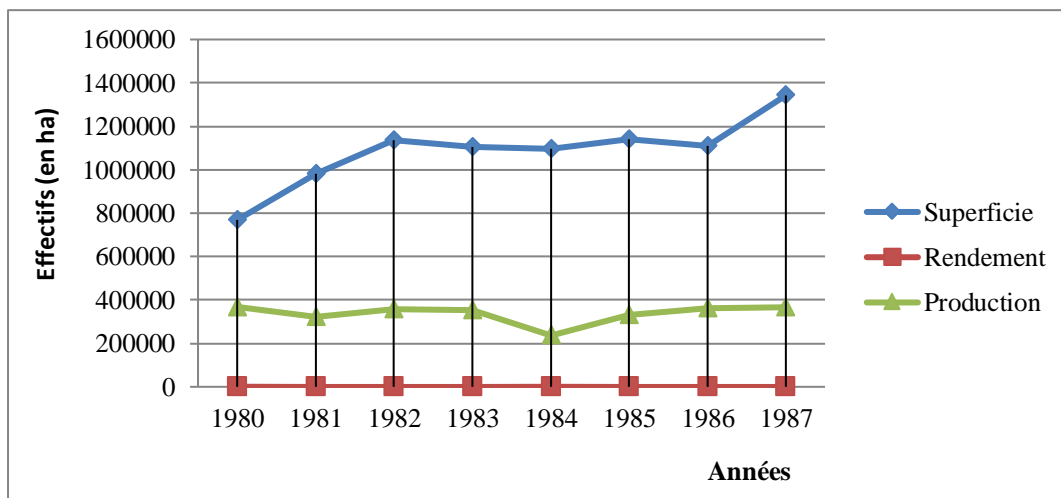
² L'autosuffisance alimentaire désigne la capacité d'un pays à fournir à sa population une alimentation suffisante grâce à la production locale.

1-3-Les efforts de l'État nigérien consenti à la production et au rendement des aliments de base : mil et sorgho

L'augmentation des superficies cultivées en mil s'est accélérée dans la mise en œuvre de la politique de l'autosuffisance alimentaire. Ainsi, de grands espaces sont cultivés allant de

3 à 4 millions d'hectares (J. P. GUENGANT, 2003, p.80). Cette évolution est illustrée par le graphique 1 ci-après. Ceci dit, de 1980 jusqu'à la fin de l'année 1987, la production du mil est passée à plus de 2 millions de tonnes.

Graphique 1: Évolution de la superficie, de la production et du rendement du sorgho au Niger de 1980 à 1987



Source : J. P. Guengant, 2003, *dynamique des populations, disponibilités en terres et adaptation des régimes fonciers : le cas du Niger* : Faculté d'Agronomie de l'Université Abdou Moumouni de Niamey Direction de la Statistique et des Comptes Nationaux, p.79

Comme le présente le graphique sur l'ensemble de la période, les superficies cultivées et la production ont été approximativement multipliées par quatre. Mais l'augmentation annuelle moyenne de la production est restée sensiblement inférieure. Malgré ces efforts, les rendements attendus par hectare sur la période de 1995 à 1999 ont été insuffisant (J. P. Guengant, 2003, p.99).

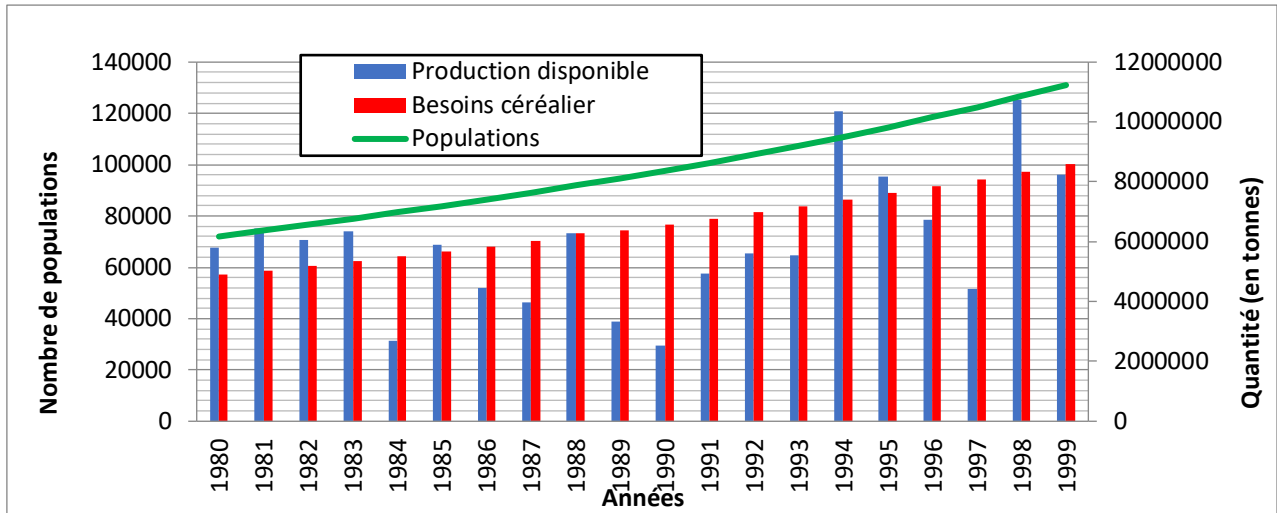
En outre, selon les données disponibles le rendement moyen du mil est passé de 430 kg/ha dans les années 1960 à 350 kg/ha à la fin de l'année 1990. Toutefois, des meilleurs rendements sont enregistrés grâce à une bonne pluviométrie enregistrée de 1998 à 1999 avec respectivement 445 kg/ha et 429 kg/ha (J. P. Guengant, 2003, p.103).

Cette baisse des rendements du mil sur le plan national révèle deux aspects à savoir l'hétérogénéité des rendements c'est-à-dire que les rendements ne sont pas uniformes, car il varie d'une région à une autre. L'autre aspect relève de la pauvreté des sols.

En ce qui concerne le sorgho, les superficies cultivées et la production, sont restées globalement à des niveaux à peu près stables, mais les rendements ont connu une baisse considérable. Cela est plus visible à travers le graphique 2 ci-après. En effet, sur une superficie de 500 000 hectares cultivés, la production est estimée à 300 000 tonnes par exemple sur la période 1980 à 1987 (J. P. Guengant, 2003, p.10). Ces chiffres correspondent à des rendements de

500 à 600 kg/ha. Cela correspond à une forte baisse des rendements.

Graphique 2: Évolution de la superficie, de la production et du rendement du mil au Niger de 1980 à 1987

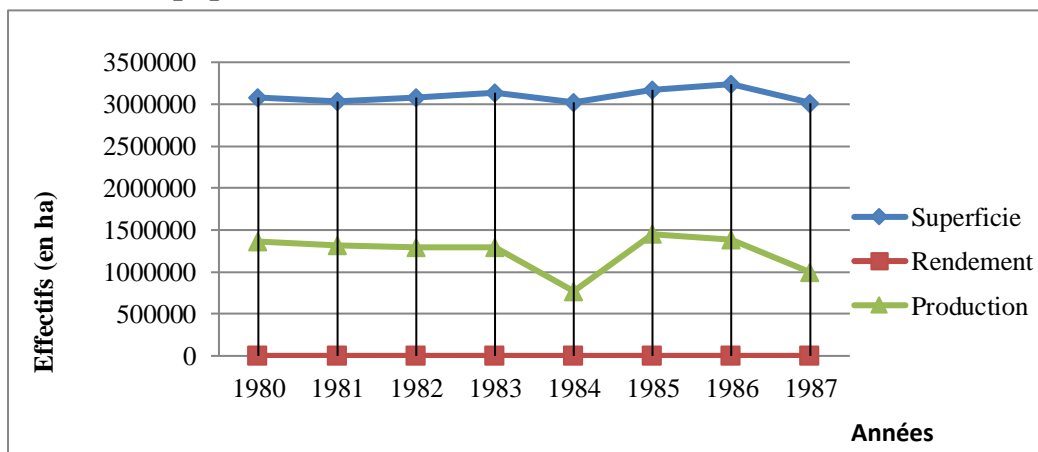


Source : J. P. Guengant, 2003, *dynamique des populations, disponibilités en terres et adaptation des régimes fonciers : le cas du Niger* : Faculté d’Agronomie de l’Université Abdou Moumouni de Niamey Direction de la Statistique et des Comptes Nationaux, p.94

Ainsi, cette baisse continue est marquée par de fortes variations interannuelles. Ce fait explique que le sorgho est moins résistant à la sécheresse que le mil. Comme pour le mil, des rendements sont beaucoup plus élevés, environ 500 kg/ha, peuvent être aisément obtenus dans le contexte sahélien.

Au regard de tous ces efforts du gouvernement à la promotion des cultures de base servant à l’alimentation de sa population, la question de l’autosuffisance alimentaire reste un défi pour ledit gouvernement. Cela est illustré par le graphique 3 ci-après.

Graphique 3: Productions céréaliers et besoins alimentaires en rapport avec l'évolution de la population de 1980 à 1999



Source : M. Genné, 1991, *Autosuffisance alimentaire ou famine en l’an 2000*, p.23

Ainsi, face à une population à forte croissance, la production disponible demeure déficitaire et les besoins céréaliers sont importants comme l'indique le graphique 3 ci-haut. De ce fait, entre 1980 et 1999, la tendance générale observée est le déficit alimentaire en quantité de tonnes.

Outre les cultures du sorgho et du mil, les autres spéculations dont le niébé, maïs et le riz sont cultivés.

Par ailleurs, le manque d'une réponse aux défis alimentaires et environnementaux du monde paysan nigérien, écarte le pouvoir public à exercer son autorité dans ce secteur.

2-LA PERTE DE L'AUTORITE POLITIQUE NIGERIENNE DANS LA GESTION AGRICOLE A TRAVERS L'AJUSTEMENT STRUCTUREL DE 1984 A 1991

Les programmes d'ajustement structurel des années 1980 ont réduit le rôle de l'État au profit du secteur privé. Cela a modifié en profondeur les mécanismes de régulation agricole.

2-1-Adoption des Programmes d'Ajustement Structurel

À partir de l'année 1980, le Pays adopte une réforme de la politique de sécurité alimentaire qui s'inscrit en réaction aux échecs passés. En effet, ces échecs sont dominés par les résultats médiocres d'une agriculture marquée par une incapacité structurelle à résister au moindre déficit pluviométrique. À cela s'ajoute la pression politique des bailleurs. Ces faits contraignent le Niger à adopter un Programme d'Ajustement Structurel (PAS). En effet, le rôle de l'État devient de ce fait comme un frein au développement des marchés qui sont censés garantir à terme la sécurité alimentaire.

L'adoption de ce programme appelle à un changement de paradigme dans les politiques agricoles (Y. H. Daouda, 2015, p.12). Les mesures de

libéralisation réduisent le rôle et les moyens d'intervention de l'État en matière agricole. Le marché remplit désormais une fonction centrale dans l'approvisionnement alimentaire des populations. Les politiques publiques sont caractérisées par un minimum d'intervention directe, une privatisation des entreprises de production, de transformation et de commercialisation.

Par ailleurs, la libéralisation des années 1980 passe d'abord par un profond remaniement de la politique de sécurité alimentaire dont les outils sont démantelés par les PAS.

L'État perd l'essentiel des instruments qui lui permettaient d'intervenir sur le marché des biens de première nécessité. Dans le contexte nigérien, les différentes sociétés d'État, la COPRONIGER pour les produits de grande consommation importés, la Société Nigérienne de commercialisation de l'Arachide (SONARA) pour les cultures d'exportation arachide et niébé et l'OPVN pour les céréales, perdent en effet leurs monopoles (J.H. Jézéquel, 2005, p.29).

Ces structures publiques de production, de commercialisation et de régulation cèdent leur place à un secteur privé dynamique et aux marchés internationaux dans l'approvisionnement des marchés locaux en produits alimentaires (Y. H. Daouda, 2015, p.13).

Le désengagement de l'État du marché des céréales est consacré par l'accord d'ajustement structurel signé en 1985 entre la Banque mondiale et l'État nigérien (J.H. Jézéquel, 2005, p.30). Dans cette optique, le marché devient ainsi le seul cadre organisationnel qui puisse réguler l'offre et la demande alimentaires. Par exemple, l'action de l'OPVN est limitée à la seule gestion de l'aide alimentaire et d'un stock national de sécurité (SNS) utilisé en cas de grave pénurie.

Cette absence de l'État dans la gestion efficace des crises alimentaires favorise la flambée des prix des céréales sur le marché. Ce constat fait l'œuvre d'une nouvelle politique dans le monde agricole.

2-2-Les stratégies de développement rural de 1996 à 2010 : nouvelle approche politique

Les questions de stratégies de développement ont commencé à être mise en œuvre vers la fin de la décennie 1990 (S. A. Yero, 2025, p.20). La Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) a été adoptée en 1996. Cette tendance de recourir aux stratégies pour les questions de développement se renforce à partir de l'année 2000.

Dans cette optique, deux évidences apparaissent : les politiques de libéralisation n'ont résolu ni les déséquilibres macro-économiques des pays en développement, ni non plus la délicate question de la sécurité alimentaire à laquelle elle était censée fournir une réponse. Devant ce constat d'échec, les pays en développement élaborent au début des années 2000, des Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP) qui deviennent le cadre de référence des politiques économiques.

C'est ainsi qu'au Niger une Stratégie de Développement Rural (SDR) s'appuyant sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) est élaborée en 2003 pour préciser les orientations de la politique de réduction de la pauvreté dans le secteur rural.

L'adoption de la SDR par décret traduit la volonté des autorités nationales de créer les conditions d'une meilleure coordination des politiques

³ Il s'agit d'une communication sur les Politiques Agricoles du Niger Stratégie développement rural SDR au Séminaire de spécialisation politique agricole pour une agriculture paysanne en Afrique de l'ouest tenu à Genève (Suisse) le 11 octobre, 2011.

en matière de développement rural et d'assurer la mise en cohérence et l'harmonisation de l'ensemble des interventions menées par les pouvoirs publics.

Les modalités de mise en œuvre sont basées sur l'approche programme telles qu'entérinées par le décret N° 2006-291/ MHELCD, portant adoption du plan d'action SDR³. Le Niger commence le nouveau millénaire dans une situation d'extrême pauvreté et d'insécurité alimentaire. La vulnérabilité chronique des populations rurales est accrue par les phénomènes de désertification et de sécheresses intermittentes.

Cette situation favorise une gestion concertée des politiques alimentaires. Cela traduit le rôle important des bailleurs de fonds⁴ dans la politique agricole du pays et certains acteurs sociaux⁵.

Cette nouvelle stratégie se veut globale et est le cadre dans lequel a évolué la politique agricole du pays jusqu'à l'avènement de la 7ème république qui met en place une nouvelle conception « l'initiative 3 N » les Nigériens Nourrissent les Nigériens.

3-LE RETOUR DE L'ÉTAT DANS LA GESTION DE LA VIE AGRICOLE AVEC L'INITIATIVE 3 N « LES NIGERIENS NOURRISSENT LES NIGERIENS DE 2011 A 2023

Au Niger, depuis l'avènement de la 7ème République avec la nouvelle majorité au pouvoir, le seul cadre de référence en matière de développement agricole est le Programme de Développement Économique et Social (PDES) (Y. H. Daouda, 2015, p.15). Ainsi, les autorités de la 7ème République ont décidé d'utiliser les

⁴ FAO, PAM, Programme des Nations unies pour le développement : PNUD, CILSS, United States Agency for International Development : USAID, Fonds international de développement agricole : FIDA

⁵ ONG : OXFAM, Action contre la faim, MSF, Care international ; société civile

grands moyens pour juguler la situation. C'est dans ce cadre qu'elles ont conçu et décidé de mettre en œuvre l'initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens ».

Dès le 7 avril 2011, dans son discours d'investiture le Président Mahamadou Issoufou annonçait la vision qu'il donne de l'initiative 3 N, celle de voir le peuple nigérien parvenir à éradiquer la faim afin d'affirmer sa dignité et son honneur (S. A. Yero, 2025, p.23). L'Initiative 3 N, exprime la conviction collective que le Niger, au vu de ses potentialités est capable de relever le défi de sa sécurité alimentaire et de faire jouer au secteur agricole son rôle moteur de la croissance économique.

En outre, les orientations générales en matière de sécurité alimentaire et de développement agricole durable sont celles de l'Initiative 3N. Elles se focalisent sur la création de conditions permettant de faire face à tout risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle notamment dans un contexte de forte croissance démographique.

Ces orientations, qui découlent du Programme de Renaissance du Niger défini par le Président de la République, visent à mettre durablement les populations nigériennes à l'abri de la faim et de la malnutrition. Elles servent aussi à leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus (Y. H. Daouda, 2015, p.20). L'objectif de l'Initiative 3N est de « renforcer les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles (Y. H. Daouda, 2015, p.23)».

En effet, la vulgarisation de l'initiative « 3N » placée sous le contrôle d'un Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (I3N) procède de la volonté des nouvelles autorités nigériennes de

reconquérir leur souveraineté alimentaire perdue.

Ainsi, la politique de l'« I3N », possède des liens avec plusieurs priorités et politiques nationales et s'inscrit par exemple dans le cadre de la stratégie pour un développement durable et une croissance inclusive pour l'horizon 2035. De même, elle s'insère dans les volets assainissement de la gestion du secteur rural et des sécurités alimentaire et nutritionnelle de la stratégie de développement rural (Y. H. Daouda, 2015, p.16).

Elle s'insère également dans les politiques et stratégies régionales et africaines. À cet effet, elle est en cohérence à la fois avec le programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, mais aussi la politique agricole commune de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cela fait partir des efforts nationaux de promotion du développement du secteur agricole et de la croissance économique.

Par ailleurs, le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoit que les rendements agricoles diminuent de 20% sur chaque décennie d'ici la fin du 21e siècle dans certaines zones du sahel. Dans cette logique, le changement climatique a probablement pour effet d'accroître le nombre de personnes risquant de souffrir de la faim. En effet, la production agricole du Niger se situe dans ce dynamisme de dégradation due aux phénomènes météorologiques extrêmes. Ce qui crée un fossé entre la production disponible et les besoins alimentaires pour une population à croissance galopante.

La souveraineté alimentaire reste un défi pour le gouvernement nigérien. Or, cela suppose que chaque pays ait la capacité de fournir l'alimentation qualitative et quantitative de sa population par la production locale (S. A. Yero, 2025,

p.25). Cette incapacité de l'État, fait office à l'aide internationale comme une alternative pour faire face à cette situation.

Eu égard à tout ce qui précède, il est important de noter que d'important investissements ont été faits. Cependant, force est de constater que l'initiative 3N n'a pas abouti au résultat escompté. Partant de ce fait, les résultats sont donc mitigés. L'initiative 3N est donc, abandonnée avec l'avènement du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) le 26 juillet 2023⁶.

Cela explique le démantèlement des structures de cette politique, car les agents sont reversés dans les ministères de tutelles respectifs. Par conséquent les nouvelles orientations pour le « combat pour la souveraineté alimentaire » sont engagées.

CONCLUSION

Les politiques agricoles mises en œuvre au Niger depuis 1960 visent à vaincre l'insécurité alimentaire. Toutefois, ces politiques agricoles ont été focalisées essentiellement au début des indépendances sur la promotion des cultures de rente. De la recherche de l'accroissement de la productivité par une intervention directe de l'État, à la recherche de l'autosuffisance alimentaire et à la sécurité alimentaire, puis la réduction de la pauvreté ainsi qu'à une nouvelle conception « l'initiative 3N » les Nigériens Nourrissent les Nigériens en 2011 au 26 juillet 2026.

Les politiques agricoles mises en œuvre au Niger peinent encore à résoudre les problèmes fondamentaux du monde rural.

Une analyse rétrospective montre que ces politiques ont évolué en fonction des changements de régimes politiques. Depuis l'indépendance, les orientations agricoles oscillent entre ruptures apparentes et continuités structurelles avec les logiques héritées de la période coloniale.

Si les terminologies et les programmes ont parfois changé au fil du temps, leur impact réel sur les plans économique et social demeure limité pour les populations rurales. Dans les faits, la plupart de ces politiques restent fortement tributaires des financements extérieurs.

De 1960 à 2023, leur mise en œuvre a été largement soutenue par des partenaires internationaux, notamment la Banque mondiale ainsi que diverses formes de coopération bilatérale. Cette dépendance financière tend à confirmer l'idée selon laquelle les politiques agricoles nigériennes s'inscrivent dans une continuité du modèle de développement hérité de la colonisation.

Par ailleurs, ces politiques ne se déploient pas uniquement dans un cadre national ; elles sont également influencées par un contexte international marqué par des dynamiques économiques et idéologiques dominantes. Ainsi, les orientations agricoles du Niger s'inscrivent dans des cadres stratégiques souvent définis ou orientés par les institutions internationales et les partenaires techniques et financiers.

Pour un pays dont l'économie repose majoritairement sur l'agriculture, les politiques de développement devraient viser avant tout une transformation structurelle du monde rural.

⁶ Au Niger, le 26 juillet 2023 est marqué par un coup d'État militaire mené par les forces de défense et de sécurité qui ont destitué le président démocratiquement

élu Mohammed Bazoum, affirmant vouloir restaurer la gouvernance et la souveraineté face à la dégradation de la situation économique.

Une telle transformation suppose notamment le renforcement de l'éducation, de la formation agricole et des capacités d'adaptation des populations face à un défi climatique de plus en plus pressant.

En l'espace de plus d'un demi-siècle, l'État nigérien, poursuivant globalement des objectifs similaires notamment la sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions de vie rurales a expérimenté plusieurs orientations stratégiques pour organiser son intervention dans le secteur agricole.

Ces différentes approches traduisent la recherche permanente de solutions face aux contraintes structurelles du secteur.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALI YERO Souleymane, 2022, *Évolution des politiques agricoles et des exportations des produits agrosylvopastoraux au Niger : de 1960 à 2010 (cas de la gomme arabique, des oignons, des cuirs et peaux)*, Thèse de Doctorat Unique, Université Abdou Moumouni de Niamey, 421p.
- ALI Yero Souleymane, 2025, « Evolution des politiques agricoles au Niger de 1960 2023 », *revue archives internationales CCA-Congo* vol 2 n°5, p.20
- ALPHA GADO Boureima, 2011. « Communication sur les Politiques Agricoles du Niger Stratégie développement rural au Séminaire de spécialisation politique agricole pour une agriculture paysanne en Afrique de l'Ouest tenu à Genève (Suisse) ».
- DAOUDA Youssoufou Hamadou, 2015, « Les politiques publiques agricoles au Niger face aux défis alimentaires et environnementaux : entre échecs répétitifs et nouvelles espérances : Stratégies territoriales d'adaptation aux contraintes démographiques et environnementales : le Niger », édition *Lauranne Marfainq*, Presses universitaires de Bordeaux, p.115-136

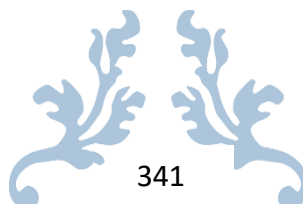
- GENNE Marcelle, 1991, « Autosuffisance alimentaire ou famine en l'an 2000 », *Édition ECONOMICA* n°49, rue Héricart, 75015 Paris, p.1-15
- GUENGANT Jean Pierre, 2003, *Dynamique des populations, disponibilités en terres et adaptation des régimes fonciers : le cas du Niger*, Faculté d'Agronomie de l'Université Abdou Moumouni de Niamey Direction de la Statistique et des Comptes Nationaux, Edition : Francis GENDREAU, Mumpasi LUTUTALA, p.144
- JÉZÉQUEL Jean-Hervé, 2007, *Niger, une catastrophe si naturelle : Politiques et pratiques de sécurité alimentaire autour de la crise nigérienne*, Éditions KARTHALA, ISBN : 978-2-84586-928-8, p.27
- MOUSSA Boureima, 2006, « Les politiques agricoles au Niger, 1960 - 2015: 55 ans à la recherche de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté », *Les éditions Belle Afrique*, p.1-35
- YAO Yao Jules et ESSOH Jean-Jacques, 2023, « Une histoire de l'alimentation : les émeutes de la faim au Niger (2019 - 2022) » *RA2LC* n°07, pp.401-408

Numéro 020 Mars 2026
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

e.ISSN 2709-5053

i.ISSN 3106-4914





HARIS N°20 Mars 2026